



Saturation foncière et stratégies d'intégration des nouveaux migrants dans l'économie locale à Bonoufla (Côte d'Ivoire)

Land saturation and strategies for integrating new migrants into the local economy in Bonoufla (Côte d'Ivoire)

Kopeh Jean-Louis ASSI

Université Jean Lorougnon GUEDE de Daloa, Côte d'Ivoire

Email: assikopeh@gmail.com

Orcid id: <https://orcid.org/0009-0002-6226-0396>

Gué Pierre GUELE

Université Jean Lorougnon GUEDE de Daloa, Côte d'Ivoire

Email: guelepeter@gmail.com

Orcid id : <https://orcid.org/0009-0001-3330-2035>

N'Zué Pauline YAO

Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Email: pyaonzue@yahoo.fr

Orcid id : <https://orcid.org/0009-0009-3409-992X>

Résumé : L'amenuisement des ressources foncières se pose avec acuité dans plusieurs localités de la Côte d'Ivoire. Dans un tel contexte, les nouveaux migrants, limités dans l'accès à la terre, explorent possibilités en vue de s'intégrer économiquement. La présente étude vise à explorer les possibilités d'insertion de ceux-ci dans l'économie locale de Bonoufla. À cet effet, une approche hypothético-déductive, qui s'articule autour d'une recherche documentaire couplée à une enquête de terrain menée auprès de 76 nouveaux migrants a été réalisée dans la localité de Bonoufla. La télédétection par le truchement des traitements d'images satellitales a aussi été nécessaire. Ces résultats révèlent un amenuisement des ressources foncières, le massif forestier passe de 8346 ha en 1997 à 4654 ha en 2024. De plus, les zones de culture passent de 5698 ha en 1997 à 6991 ha en 2024. Les espaces dévolus aux plantations passent de 258 ha en 1997 à 1898 ha en 2024. Dans ce contexte de dynamique paysagère qui induit un déficit des terres agricoles, les nouveaux migrants pratiquent le commerce, la mécanique, la plomberie et d'autres activités connexes en vue de leur intégration dans l'économie locale. Les modes de financement de ces activités reposent entre autres sur le soutien familial et/ou communautaire, sur fonds propres et sur des crédits.

Mots-clé : Saturation foncière, Stratégies d'intégration, Nouveaux migrants, Économie locale, Bonoufla.

Abstract: The dwindling of land resources is an acute problem in several localities in Côte d'Ivoire. In such a context, new migrants, limited in access to land, explore other spectrums of possibilities for economic integration. The present study aims to explore the possibilities of integrating new migrants into the local economy of Bonoufla. To this end, in a hypothetico-deductive approach based on documentary research coupled with a field survey conducted with 76 new migrants carried out in the locality of Bonoufla. Remote sensing through satellite image processing was also necessary. These results reveal a decrease in land resources; the forest massif will go from 8346 ha in 1997 to 4654 ha in 2024. In addition, the cultivation areas will increase from 5698 ha in 1997 to 6991 ha in 2024. The areas devoted to plantations will increase from 258 ha in 1997 to 1898 ha in 2024. In this context of land speculation, the new migrants engage in trade, mechanics, plumbing and other related activities with a view to their integration into the local economy. The methods of financing their activities are based, among other things, on family and/or community support, on own funds and on loans.

Keywords: Land saturation, Integration strategies, New migrants, Local economy, Bonoufla.

Introduction

La croissance exponentielle de la population mondiale entraîne plusieurs déséquilibres au sein desquels l'amenuisement de la disponibilité foncière se pose avec acuité. Cette triste réalité qui cristallise les débats scientifiques est plus alarmante dans les pays sous-développés, font remarquer les rapports de la Fao (2001, p 12.), selon lesquels la population des régions en développement a quasiment doublé au cours des quatre dernières décennies du XIX^e siècle pour atteindre 5,1 milliards d'individus en 1999. Ces statistiques mettent en avant une forte proportion de la population (60 %) dont 85 % pratiquent l'agriculture. Il va sans dire que le besoin en terre croît tandis que l'offre rétrécit. En Côte d'Ivoire, le modèle économique hérité de la colonisation, dont l'axe majeur se résume en une priorité accrue de l'agriculture d'exportation, conduit à des vagues migratoires sans précédent au profit du développement des cultures de rente. Ce modèle d'agriculture extensive ayant obtenu des résultats probants car le contexte d'alors y était favorable semble s'essouffler dans le contexte actuel du fait du poids démographique. L'autorisation tacite accordée à tous à travers la terre appartient à celui qui la met en valeur. Cet adage au contenu polysémique (Otch-Akpa, 1995, p 1.) qui a largement contribué au miracle ivoirien des années 70, est aujourd'hui mis à l'épreuve. Si autrefois la politique de libre accès à la terre et l'encouragement aux migrations agricoles ont donné suite à une exploitation extensive des ressources annuelles et à l'obtention de revenus conséquents (Léonard et Ibo, 1994), à partir de 1990, les signes annonciateurs du déclin d'un tel modèle sont socialement visibles par tous. La pratique de la culture extensive avec en tête de file le binôme café/cacao a induit une saturation foncière au point où il devient difficile de trouver de nouvelles terres pour la pratique de l'agriculture (Brou et Charbit, 1994, p 24).

Pourtant cette politique migratoire et foncière s'inscrit dans une longue historicité et garantissait une intégration sans heurts aux migrants d'alors. En effet, l'agriculture est le pilier de l'économie ivoirienne ou du moins une question existentielle. Ainsi, le pouvoir public à l'idée de renflouer les caisses de l'État veillait à la pérennisation de l'activité agricole en rejetant à la périphérie certaines questions qui constituent aujourd'hui des sujets brûlants tels les conflits fonciers. Si le faible stock de la démographie a autorisé une facile intégration des nouveaux migrants à une certaine époque, aujourd'hui le constat est tout autre. Gahoudis (2020) soutient que la politique migratoire et foncière de la Côte d'Ivoire, héritée de la colonisation repose sur deux piliers essentiels : le juridique et l'économique qui ont montré leur insuffisance et limite à cause de la colonisation agricole qui s'est déroulée dans les zones forestières.

La raréfaction des ressources foncières reconfigure les modes d'accès à la terre, ce qui entraîne une spéculation foncière implacable tant pour les autochtones que pour les Étrangers. Malgré sa longue expérience en matière d'intégration des migrants surtout agricoles, la plupart des localités ivoiriennes fait le constat amer d'une intégration de plus en plus difficile des nouveaux migrants. Les migrations agricoles qui ont jadis animés les grandes boucles de production des spéculations tel le cacao/café connaissent un ralentissement important. Le problème d'intégration des migrants se pose avec acuité dans plusieurs localités en général et à Bonoufla en particulier. Les nouveaux migrants font face ainsi à un difficile accès aux ressources foncières, les obligeant à emprunter d'autres canaux pour leur insertion socioéconomique. Cette situation pousse à cette interrogation : Comment les nouveaux migrants s'insèrent-ils dans l'économie locale de Bonoufla ? l'hypothèse qui sous-tend cette étude est la suivante : en dehors des activités agricoles, Bonoufla offre des possibilités d'insertion socioéconomique aux nouveaux migrants. Cette étude se structure autour du profil sociodémographique des nouveaux migrants, leur perception de la saturation foncière et les possibilités d'insertion des nouveaux migrants dans le tissu socio-économique de Bonoufla.

1. Matériels et méthodes

Plusieurs outils et matériels ont servi à la collecte et au traitement de données. Les lignes suivantes donnent un récapitulatif des divers éléments utilisés dans le cadre de cette étude.

1.1. Localisation de la zone d'étude

Situé dans la sous-préfecture de Vavoua, précisément à $6^{\circ} 28' 36''$ de latitude Sud et $7^{\circ} 50''$ de longitude Est (figure 1) avec une population estimée à 12008 habitants selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (2021).

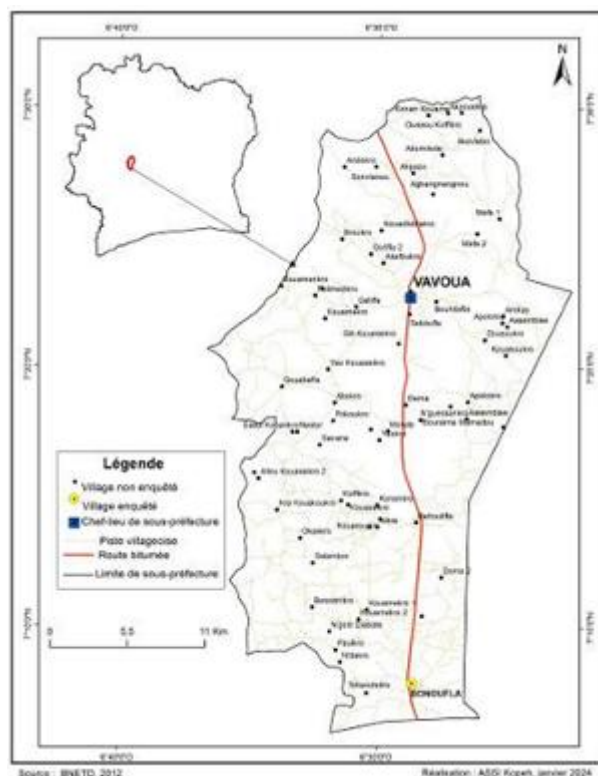


Figure 1: Localisation de la localité de Bonoufla.

Au plan ethnique, le village de Bonoufla est composé d'autochtones Gouro auxquels s'ajoutent plusieurs allochtones et des ressortissants des pays voisins, en l'occurrence du Burkina Faso, le Mali, Guinée, etc. L'agriculture dominée par les cultures de rente est une des principales activités de la localité.

1.2. Recherche documentaire et enquête par questionnaire

La démarche hypothético-déductive qui sert de base méthodologique générale à cette étude a impliqué la mobilisation de plusieurs outils en l'occurrence une recherche documentaire couplée à une enquête de terrain conduite auprès de nouveaux migrants à Bonoufla. L'enquête par questionnaire a été adressée à 76 nouveaux migrants dudit village. La taille de l'échantillon numérique repose sur la méthode du choix raisonné du fait d'un manque d'une base de sondage à cet effet. La conception du questionnaire de terrain (réalisé avec le logiciel sphinx) s'articule autour des variables se rapport au profil sociodémographique du migrant, en l'occurrence le sexe, la situation matrimoniale, le niveau d'instruction, etc. Quant aux données secondaires, elles proviennent principalement de la consultation des articles scientifiques, des ouvrages en ligne. Plusieurs applicatifs ont permis le traitement de toutes les

données obtenues. Tout d'abord, les données quantitatives obtenues lors de l'enquête de terrain ont été traitées avec le logiciel sphinx (dépouillement automatique) et le logiciel Excel 2021 (traitement graphique). Toutefois, la statistique descriptive et la statistique exploratoire (test khi²) ont été appliqués tout au long du processus.

1.3. Traitement des images satellitaires

Cette étude s'appuie sur les techniques de la télédétection, en l'occurrence les méthodes de traitement d'images satellitaires. Après acquisition de ces données sur le site de EarthExplorer (en accès libre, nous avons utilisé les images Landsat 9 et 5), elles ont subi des prétraitements (des corrections radiométrique et atmosphérique) en vue de rehausser la qualité des images tout en réduisant les nuages. À la suite, une composition colorée a été effectuée à partir de la combinaison de diverses bandes, lesquelles ont abouti à la désignation de cinq (5) classes d'occupation du sol. Il s'agit des classes espace bâti/sol nu ; espace culture annuelle/jachère ; zone de plantation ; forêt cultivée/forêt secondaire. La classification supervisée à partir de l'algorithme du maximum de vraisemblance a été appliquée. Les opérations de post-classification (majority filter, boundary clean, region group, nibble) ont été effectuées en vue d'améliorer la clarté des images et de supprimer les pixels isolés. Les fichiers rasters finaux ont été convertis en fichiers shapefiles. Toutes ces opérations ont été réalisées sous le logiciel ArcGis 10.2 ainsi que la réalisation des cartes d'occupation du sol.

2. Résultats

Les principaux résultats obtenus s'articulent autour des caractéristiques de la saturation foncière à Bonoufla dans un premier temps, ensuite le profil sociodémographique des nouveaux migrants et enfin les stratégies d'insertion socioéconomique de ceux-ci.

2.1. Caractéristiques de la saturation foncière dans la localité de Bonoufla : un espace marqué par un développement fulgurant de l'agriculture

Le paysage du monde rural est en perpétuelle modification sous l'effet des actions anthropiques. C'est ce qui s'observe à Bonoufla (figure 2 et 3).

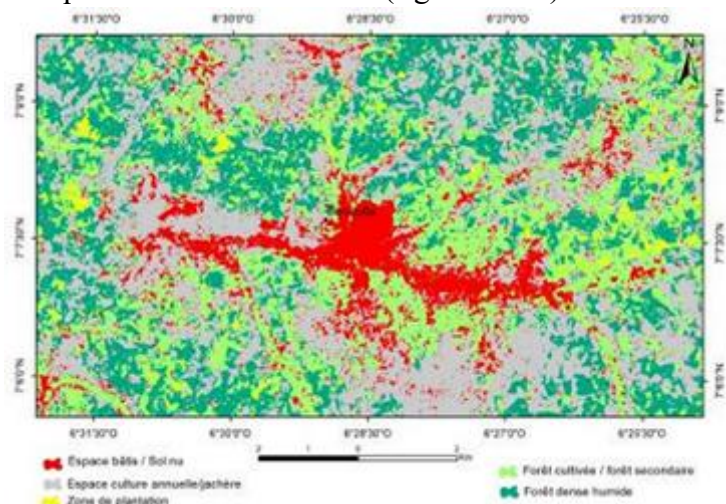


Figure 2: Carte d'occupation du sol en 1997 (Source : Résultats de traitements des images satellitaires Landsat 5).

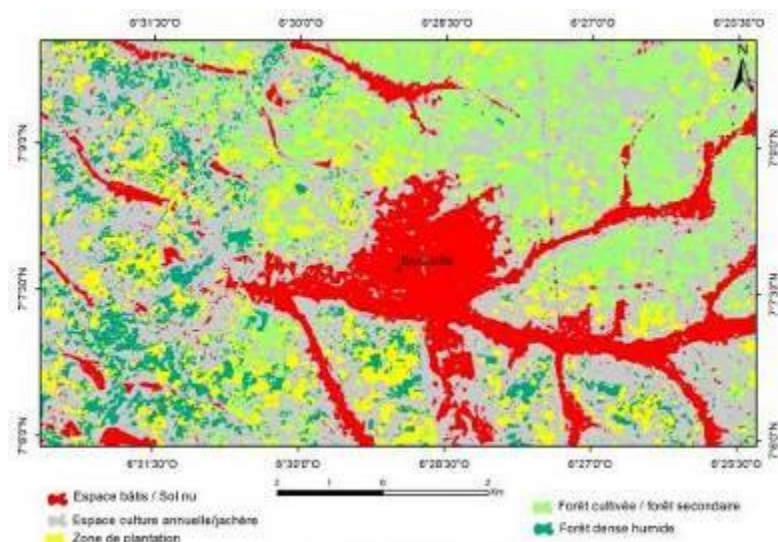


Figure 3: Carte d'occupation du sol en 2023 (Source : Résultats de traitements des images satellitaires).

L'analyse des figures fait ressortir une modification significative du paysage de Bonoufla de 1997 à 2024. En 1997 (figure 2), les superficies (en hectare) des classes d'occupations sont consignées dans le tableau 1.

Classes	Bâti/sol nu	Culture annuelle/jachère	Plantation	Forêt cultivée	Forêt
Superficies	1260 ha	5698 ha	298 ha	3837 ha	4509 ha

Tableau 4: Matrice de confusion en 1997 (Source : Résultats issus de traitements des images satellitaires).

On constate qu'en 1997, la classe culture annuelle/jachère est la plus importante en termes de superficie (5698 ha), suivie des classes forêt (4509 ha) et forêt cultivée (3837 ha). Les espaces dédiés aux plantations y étaient peu significatifs (298 ha). Le paysage de Bonoufla à cette époque est considérablement dominé de forêts, à l'instar de la majeure partie des localités ivoiriennes où l'importance des massifs forestiers était très affirmée. La prédominance de forêts dans certaines localités a servi de catalyseur à d'importantes migrations agricoles. Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'importance des classes végétalisées. D'une part, la faiblesse du stock de population en 1997 et d'autre part le développement embryonnaire de certaines cultures de rente méconnues des populations, en l'occurrence l'anacardier, l'hévéaculture dans cette localité.

Cependant, en 2024, on remarque une modification considérable du paysage quant aux attributs spatiaux. L'agriculture y est grandement renforcée. Les actions anthropiques sont fortement observées. Le tableau 2 donne un aperçu des superficies (en hectare) des classes d'occupation.

Classes	Bâtis/sol nu	Culture annuelle/jachère	Plantation	Forêt cultivée	Forêt
Superficies	2059 ha	6991 ha	1898 ha	3430 ha	1224 ha

Tableau 2. Matrice de confusion en 2024 (Source : Résultats issus de traitements des images satellitaires).

Il ressort à l'analyse du tableau que la classe culture annuelle/jachère (6991 ha) est la plus importante, suivie de près par la classe forêt cultivée (3430 ha). La classe bâtis/sol est tout

aussi importante (2059 ha). En revanche les massifs forestiers occupent la plus petite superficie (1224 ha). Ainsi, en 2024, il ressort que les effets liés aux actions anthropiques sont plus perceptibles dans le paysage de la localité qu'en 1997. Les principales activités anthropiques concernent le développement de l'agriculture et le bâtis. Environ 60 % de la superficie de la localité sont dévolus aux activités agricoles, ce qui induit un recul significatif des massifs forestiers. En effet, on passe de 29 % à 8 % en termes de superficie des forêts de 1997 à 2024. Cette perte significative de la forêt au profit des productions agricoles trouve son explication dans le développement récent de nouvelles cultures telle que l'anacardier. Présenté comme le parfait substitut (noix de cajou) au binôme café/cacao, l'anacardier a non seulement conquis les anciens vergers de cacao mais aussi les espaces végétalisés. Les conditions agroécologiques peu exigeantes par cette culture font basculer le paysage de Bonoufla, autrefois bien ancré dans la boucle du cacao dans une nouvelle boucle de noix de cajou. Cet engouement des populations exacerbe la raréfaction des terres déjà fragile dans la localité. Ce système de culture de type extensif très géophage est une sérieuse menace pour les espaces de forêt et sont aussi à l'origine d'importants conflits fonciers. Dans cette configuration, les nouveaux migrants peinent à avoir l'accès à la terre.

2.2. Profil sociodémographique des nouveaux migrants

Cette partie du travail explore sur quelques caractéristiques sociodémographiques des nouveaux migrants enquêtés. Il s'agit principalement des variables liées à l'âge, au sexe, à la situation matrimoniale, au niveau d'instruction etc.

2.2.1. Les hommes plus avides de migration

La question migratoire touche sensiblement tous les genres et Bonoufla n'échappe pas à cette réalité. La localité étant le réceptacle de vagues migratoires importantes, voit arriver des personnes de tout genre et aussi de tout âge. La figure 4 rend compte de la répartition des nouveaux migrants selon le genre.

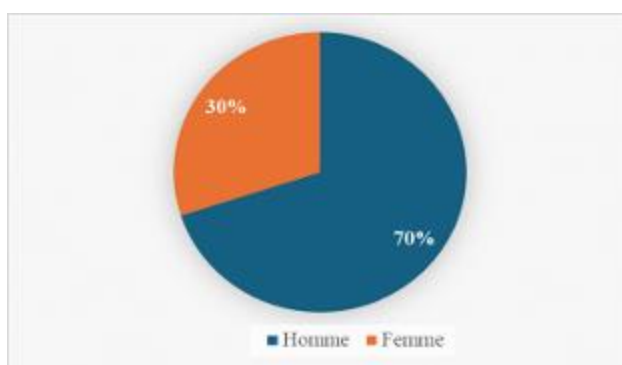


Figure 4 : Répartition des nouveaux migrants selon le sexe (Source : nos enquêtes, 2025).

Il ressort de la figure que les nouveaux migrants sont majoritairement dominés par les hommes. Ceux-ci représentent 70 % (soit 53 sur 76) et les femmes ne sont que 30 % (soit 23 sur 76). Des facteurs culturels qui prévalent dans le contexte ivoirien, tels qu'il appartient à l'homme de se battre pour assurer un mieux-être à sa femme ou famille, sont autant de clichés qui occasionnent le départ des hommes à la recherche d'un mieux-être. Quant aux femmes, dans bien des figures, leur migration est la volonté manifeste d'un parent qui se trouve dans l'espace d'accueil ou pour des raisons maritales.

2.2.2. La migration, une affaire de tout âge en dépit du niveau d'instruction

Le mouvement de personnes vers de nouveaux horizons à l'idée d'emprunter de nouvelles trajectoires socioéconomiques prend en compte plusieurs paramètres au sein desquels l'âge est aussi capital. Il conditionne l'état de santé du requérant et le prédispose à une catégorie d'activités. A Bonoufla, la cartographie des nouveaux migrants selon leur âge laisse entrevoir que la migration touche quasiment toutes les catégories. Pour des jeunes, l'explication peut résider dans le souci de vouloir se bâtir un avenir meilleur. Contrairement aux adultes qui culturellement doivent passer leurs derniers jours dans les villages natals. La figure 5 rend compte de cela.

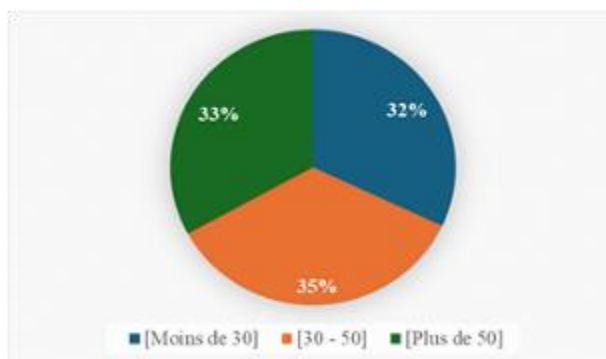


Figure 5 : Répartition des nouveaux migrants selon l'âge (Source : nos enquêtes, 2025).

Il ressort de la figure que les nouveaux migrants dont l'âge est compris entre 30 et 50 ans sont majoritaires (35 %), suivis de ceux ayant moins de 30 ans (33 %). Ceux dont l'âge est au-dessus de 50 ans sont les moins nombreux (32 %). La migration est donc une affaire de tout âge pourvu que le candidat soit en bonne santé. Une approche corrélative entre l'âge et le niveau d'instruction laisse entrevoir une absence de lien entre ces deux variables. Il est statistiquement vraisemblable à 95 % selon le test de khi² que le niveau d'instruction n'influence pas l'âge du candidat à la migration. La p-value du test (0.120) est nettement supérieure à la valeur alpha (0.05). Ce qui pousse à dire que le niveau d'instruction n'influence pas l'âge du candidat à la migration ou du moins ne constitue pas une pesanteur susceptible d'inhiber tout projet de migration.

2.2.3. Répartition des nouveaux migrants selon leur nationalité

La migration est un phénomène qui touche à la fois les nationaux et les non-nationaux. Cela s'observe grandement à Bonoufla. La localité, étant donné sa position géographique, est le réceptacle de vagues migratoires importantes. Diverses raisons motivent l'arrivée de migrants dans les espaces ruraux, même si le principal de ces facteurs est purement d'ordre économique. La figure 6 met en exergue l'origine des migrants enquêtés.

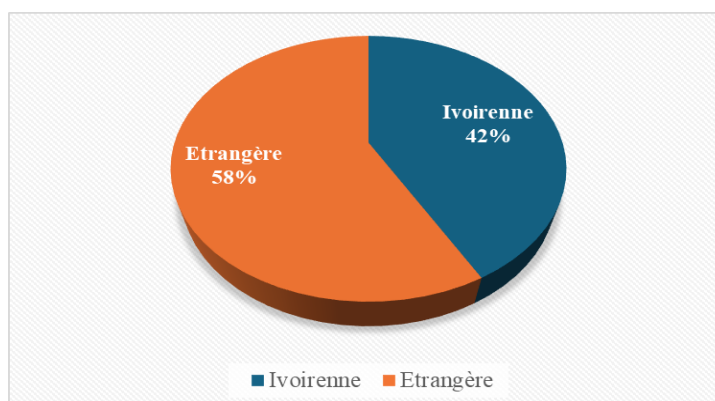


Figure 6 : Origine géographique des nouveaux migrants (Source : nos enquêtes, 2025).

Il ressort de la figure que les non-nationaux sont en tête (58 % soit 44 sur 76) contre 42 % d'Ivoiriens (soit 32 sur 76). Les Étrangers sont principalement de nationalité burkinabé (50 % soit 22 sur 44), malienne (25 % soit 11 sur 44), togolaise (6,8 % soit 3 sur 44), béninoise (6,8 % soit 3 sur 44), sénégalaise (4,5 % soit 2 sur 44), mauritanienne (4,5 % soit 2 sur 44) et ghanéenne (2,3 % soit 1 sur 44). Bonoufla abrite donc une forte communauté de migrants venus des pays de la sous-région.

2.2.4. Le statut matrimonial des nouveaux migrants

La recherche d'un mieux-être est à la base de vagues migratoires importantes dans plusieurs pays. Le départ pour cette aventure implique souvent les conjoints quand ceux-ci sont en union ou l'initiative est de l'homme dans un premier temps qui doit aider à la migration de sa compagne. En fonction des objectifs de départ, plusieurs stratagèmes sont définis en amont de sorte à garantir la réussite du voyage. Le statut matrimonial des nouveaux migrants à Bonoufla est dépeint dans la figure 7.

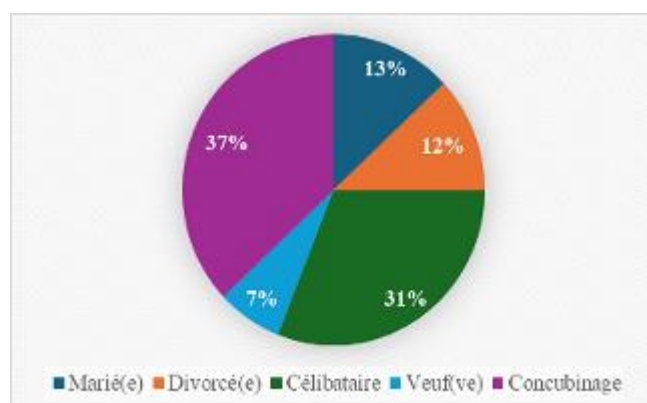


Figure 7 : Statut matrimonial des nouveaux migrants (Source : nos enquêtes, 2025).

Il ressort de la figure que les nouveaux migrants vivant en concubinage (37 % soit 28 sur 76) sont les plus nombreux. Ils sont suivis par les célibataires (31 % soit 28 sur 76). En revanche Les mariés et les divorcés sont peu nombreux (respectivement 13 % et 12 %). Tout comme les veufs (ves) qui sont en faible proportion (7 % soit 5 sur 76). L'analyse corrélative entre la situation matrimoniale et l'âge à travers le test de khi² à l'idée de déterminer l'existence de lien probable entre ces deux variables fait observer qu'elles sont indépendantes (variables). En effet à un seuil de confiance de 99 %, la p-value est de 0.107, ce qui est largement supérieur au seuil alpha de 0.05. Il est donc statistiquement vraisemblable que l'âge des nouveaux migrants n'influence pas leur situation matrimoniale dans le processus de migration.

2.3. Perceptions des nouveaux migrants à l'égard de la saturation foncière

L'agriculture est une voie très prisée des nouveaux migrants dans la plupart des localités d'accueil dans l'optique de faciliter leur insertion socioéconomique. Ainsi, leur perception à l'égard de la disponibilité foncière est un indicateur important pour apprécier le niveau d'insertion et analyser les divers canaux d'insertion qui s'offrent aux nouveaux migrants.

2.3.1. Bonoufla, une localité marquée par un amenuisement des terres agricoles

Les résultats issus des traitements d'images satellitaires ont montré une importance de l'activité agricole, causant ainsi un amenuisement de la disponibilité foncière. Cette situation est ressentie par les nouveaux migrants dont la majorité avaient pour motif de déplacement la pratique de l'agriculture. L'agriculture de Bonoufla en particulier et celle de toute la Côte d'Ivoire est très géophage. Le développement de l'économie de plantation a induit une spéculation foncière criarde dans bon nombre de localité au point d'induire d'importants conflits fonciers. Le manque de terre est une triste réalité à Bonoufla comme le témoigne la figure 8 portant sur la perception des nouveaux migrants à cet effet.

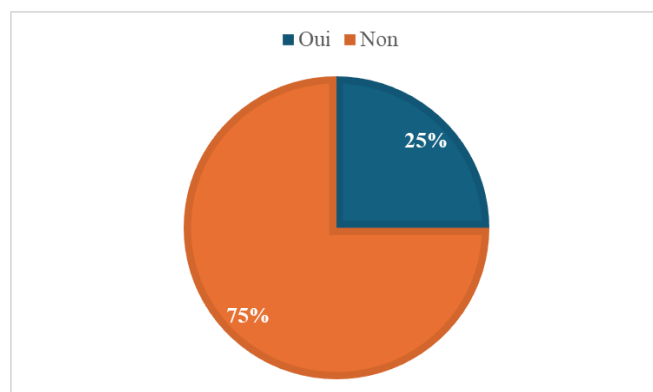


Figure 8 : Perception portant sur la saturation foncière (Source : nos enquêtes 2025).

La perception qu'ont les nouveaux migrants relativement à la disponibilité foncière est dominée par ceux qui estiment qu'il y a une absence de terres agricoles (75 % soit 56 sur 76). Cette absence renvoie souvent à l'idée aussi d'une incapacité de pouvoir élargir la superficie emblavée ou à l'incapacité de créer de nouvelles parcelles agricoles. Contrairement à 25 % qui soutiennent être en mesure de trouver de la terre pour produire. Cette situation dépeint une raréfaction des ressources foncières à Bonoufla. Dans cette optique, des arrangements entre autochtones et migrants à l'idée de garantir un accès à la terre foisonnent au point de déboucher sur des conflits fonciers. Cette spéculation foncière fait intervenir de nouveaux acteurs qui, par avidité font souvent fi des règles en la matière et garantissent les mêmes propriétés à plusieurs demandeurs. Ce foisonnement de manquements lié à la terre débouche pour la plupart à une reconversion professionnelle pour les nouveaux migrants.

2.3.2. Une pluralité du mode d'accès à la terre mais contraignante

Dans un contexte d'amenuisement des terres cultivables, le peu disponible fait l'objet de spéculations importantes. Cette rente foncière exclut souvent bon nombre d'acteurs désireux de pratiquer l'agriculture. Dans bien des cas, les nouveaux migrants se trouvent confrontés à cette situation. Bien que divers modes d'accès existent à Bonoufla, la spéculation foncière rend très dynamique l'accès à la terre, ce qui entraîne une compétition farouche entre les différents requérants. Le diktat farouche imposé par les cultures de rente en termes d'occupation du sol exacerbe la raréfaction des terres dans cette localité. Bien que les tenures coutumières à Bonoufla n'excluent pas la propriété à un étranger, cependant il faut que celle-ci (terre) soit disponible pour prétendre acquérir. Les véritables options exploitables dans ce contexte généralisé de manque de terres consistent à tisser des partenariats avec des personnes jouissant de titres de propriété. Cependant, dans certains cas de figure, certains migrants ont

pu, par l'entremise d'affinités, accéder à la terre autrement. La figure 9 rend compte de cette situation.

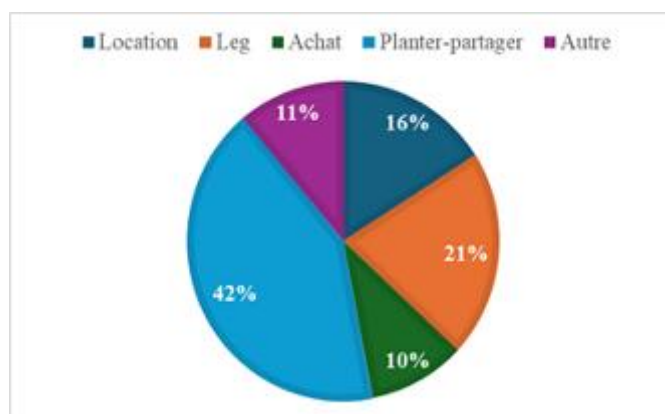


Figure 9 : Mode d'accès à la terre (Source : nos enquêtes, 2025).

Le mode d'accès à la terre par les nouveaux migrants à Bonoufla le plus en vogue est le planter-partager (42 % soit 8 sur 19). Contrairement à d'autres qui bénéficient de la bienveillance de tierces personnes qui leur facilitent l'accès à la terre par des legs (21 % soit 4 sur 19). Peu loue les parcelles (16 % soit 3 sur 19). L'achat est le mode le moins utilisé (10 % soit 2 sur 19), ce qui illustre l'amenuisement des terres agricoles dans cette localité.

2.3.3. Les agriculteurs peinent à accroître leur superficie agricole.

Le système extensif qui typifie l'agriculture ivoirienne est géophage car les exploitants sont constamment à la recherche de nouvelles terres en vue d'accroître leurs revenus. Cependant, face à la raréfaction généralisée des ressources foncières, certains exploitants ne parviennent plus à le réaliser ni d'en créer de nouvelles plantations. La figure 10 rend compte de cela.

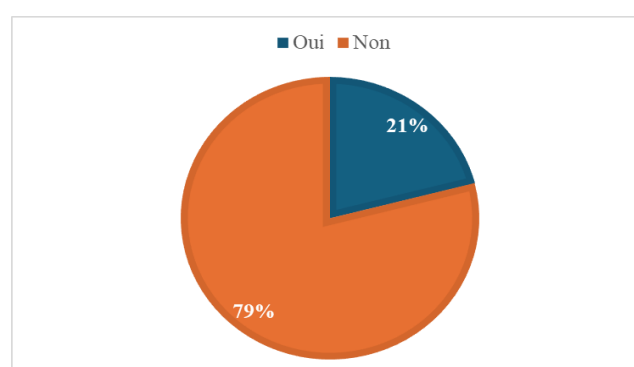


Figure 10 : Perception de la disponibilité foncière (Source : nos enquêtes, 2025).

A l'analyse de la figure, il ressort que les nouveaux migrants agricoles se trouvant dans l'incapacité d'accroître la superficie de leurs champs sont les plus nombreux (79 % soit 15 sur 19). Peu arrive à le faire (21 % soit 4 sur 19). Dans cette optique, l'alternative majeure est l'exploitation continue de la même parcelle sur plusieurs années. La figure 11 met en exergue cette situation.

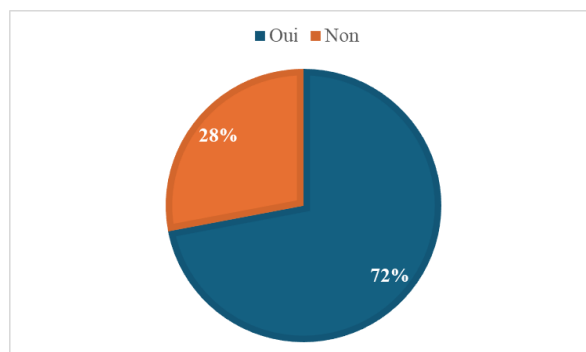


Figure 11 : Percepton de la capabilité d'accroître les parcelles (Source : nos enquêtes, 2025).

72 % des nouveaux migrants disent produire sur la même parcelle depuis 5 ans contre 28 % qui disent le contraire. Cette situation confirme le déficit de terre à Bonoufla. Faute d'accéder à de nouvelles terres, les exploitants sont contraints d'intensifier la culture sur les mêmes parcelles, ce qui nécessite un recours accru aux intrants pour maintenir la fertilité des sols. Cette stratégie pèse fortement sur la productivité et fragilise davantage les revenus, déjà limités des nouveaux migrants.

2.4. Stratégies d'intégration des nouveaux migrants dans l'économie locale

Dans le contexte généralisé d'amenuisement des ressources foncières, les nouveaux migrants adoptent plusieurs stratégies pour s'insérer dans le tissu socioéconomique.

2.4.1. Le soutien communautaire, un atout qui facilite l'intégration des nouveaux migrants

La venue dans un espace étranger impose aux migrants d'énormes contraintes quant à son intégration socioéconomique. Certains bénéficient du soutien de leur communauté auprès de laquelle ils doivent apprendre et pérenniser les valeurs de ladite communauté. D'autres en revanche, bien que conscients de la présence de leur communauté, préfèrent une aventure en solo à l'idée de se soustraire de tout engagement. La figure 12 donne un aperçu de leur répartition selon l'aide communautaire.

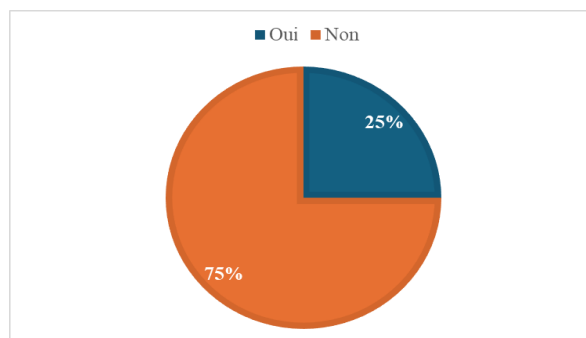


Figure 12 : Apport communautaire dans l'intégration des migrants (Source : nos enquêtes, 2025).

Certains migrants s'adossent sur leur communauté pour s'intégrer dans l'économie locale. Ceux-ci sont moins nombreux à Bonoufla, ils ne représentent que 25 % contre 75 % qui s'appuient sur des ressources propres. Le recours communautaire est de plusieurs ordres. Pour certains, la communauté installe le nouveau venu dans une activité dont il a la charge aux fins de remboursement du capital. Pour d'autres, la communauté définit des lignes de crédits et les oriente dans des activités prometteuses. Il est aussi donné de constater une sorte de tutorat bien

organisé où le nouveau venu est mis sous la tutelle d'un membre plus expérimenté et installé dans la localité depuis bien longtemps. Ce dernier a la responsabilité d'encadrement du nouveau venu.

2.4.2. Les activités commerciales, une voie privilégiée d'insertion des nouveaux migrants

Ne pouvant accéder à la terre facilement en vue de pratiquer l'agriculture, bon nombre de nouveaux migrants s'invitent dans d'autres secteurs d'activités pour s'insérer socialement. Divers itinéraires professionnels sont exploités tout en tenant compte des compétences, des investissements et surtout de l'environnement. La figure 13 rend compte des différentes activités pratiquées.

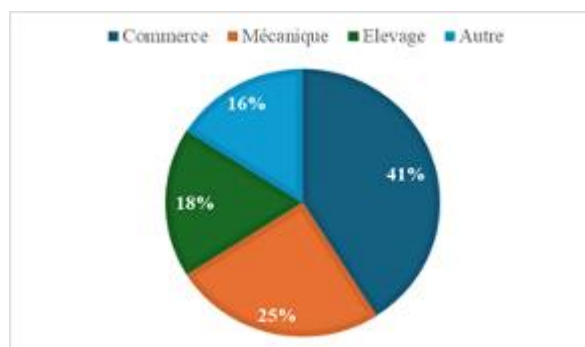


Figure 13 : Répartition des nouveaux migrants selon l'activité menée (Source : nos enquêtes, 2025).

Les nouveaux migrants recourent à plusieurs activités pour s'insérer dans le tissu socioéconomique de Bonoufla. Le commerce est l'activité la plus prisée (41 % soit 31 sur 76). La mécanique est aussi en vogue (25 % soit 19 sur 76) et la pratique de l'élevage (18 % soit 14 sur 76) est aussi un secteur d'activité pratiqué. La pratique de telles activités soulève la question du financement de celles-ci. À ce niveau, divers canaux sont exploités. La figure 14 donne un aperçu des moyens de financement adoptés.

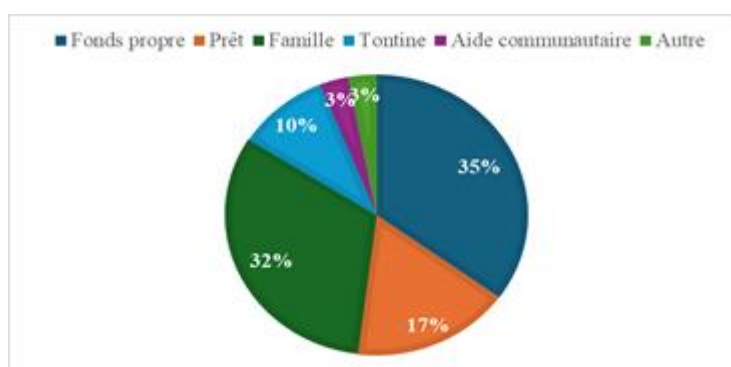


Figure 14 : Mode de financement des activités des nouveaux migrants (Source : nos enquêtes, 2025).

Divers canaux de financement d'activités s'offrent aux nouveaux migrants en vue de faciliter leur insertion socioéconomique à Bonoufla. Le financement sur fonds propres est le plus utilisé (35 % soit 27 sur 76). L'absence de lien de parenté dans la localité d'accueil contraint certains migrants au financement sur fonds propres, certains pour d'autres raisons personnelles. La sollicitation d'une aide familiale est aussi récurrente à Bonoufla. 32 % (soit 24 sur 76) des nouveaux migrants ont usé de cette stratégie contre 17 % ayant recouru aux prêts et 10 % pour les cas de tontine. L'aide communautaire est peu en vogue. Seulement 3 % soit 2 sur 76 ont bénéficié de cela. Les montants alloués à ceux qui sollicitent de l'aide

familiale ou un prêt oscillent entre 100 000 et plus de 1 000 000 FCFA selon l'activité à mener.

2.4.3. Bilan de l'intégration des nouveaux migrants dans l'économie locale : un bilan mitigé

La perception qu'ont les nouveaux migrants quant à leur intégration dans l'économie locale est très variée. Certains estiment avoir réussi leur intégration tandis que d'autres disent être loin d'atteindre leurs objectifs initiaux. La figure 15 oriente sur le bilan de leur intégration dans l'économie locale de Bonoufla.

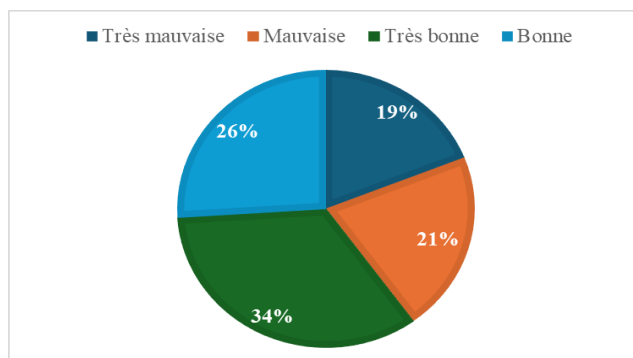


Figure 15 : Bilan de l'intégration des nouveaux migrants (Source : nos enquêtes, 2025).

Il ressort des avis variés que certains migrants estiment avoir réussi leur intégration dans l'économie locale de Bonoufla. Ceux-ci sont majoritaires (60,52 % soit 46 sur 76) contre 39,43 % (soit 30 sur 76) affirmant le contraire. La réussite de l'intégration pour certains renvoie à l'exercice d'une activité socialement viable et dont les retombées sont importantes, contrairement à certains qui traduisent cet échec d'intégration par l'accomplissement de petits métiers ou activités aux retombées financières peu reluisantes selon eux. Cependant, il ressort dans l'ensemble que les migrants parviennent à exercer de petits métiers qui leur permettent de contribuer au développement de leur famille dans leur pays respectif à travers le système de transferts d'argent. Ces néomigrants sont des acteurs qui impactent le développement économique de Bonoufla.

3. Discussion

Il ressort de cette étude que la localité de Bonoufla fait face à une saturation foncière caractérisée par une recrudescence des activités agricoles au détriment des massifs forestiers. Plus de 60 % de l'espace de la localité sont dévolus aux activités agricoles. Ce qui limite l'accès au foncier pour bon nombre de demandeurs. Ces résultats sont corroborés par ceux de Durand-Lasserve et Le Roy (2012, p. 13) qui affirment que « *la saturation foncière est relative à la croissance démographique* ». N'Guessan *et al.* (2018, p. 56) partagent cet avis. Pour eux, les crises socio-politiques qu'a connues la Côte d'Ivoire ont conduit à une forte migration vers le Centre-Ouest, engendrant ainsi une explosion démographique dont la résultante est la saturation foncière. Dans un tel contexte, les nouveaux migrants doivent user de stratégies pour s'insérer dans l'économie locale. Antoine et Sow (2000, p8) font remarquer qu'Afrique de l'Ouest, ces migrants contribuent souvent à la recomposition des marchés locaux, en particulier dans les villes moyennes où ils stimulent le petit commerce, les transports et l'artisanat. Nos résultats obtenus vont dans le même sens que ces auteurs car à Bonoufla, les nouveaux migrants exercent une kyrielle de petits métiers en l'occurrence le commerce (41 %), l'élevage (18 %) et la mécanique (25 %). Notre étude a aussi montré que les nouveaux

migrants ont un profil sociodémographique varié et dominé par les jeunes. Ce qui s'inscrit dans la même veine que les travaux de S.M Karimou et A. Saadou (2021, p.146) estimant que les jeunes quittent leur région pour des raisons multiples qui touchent globalement le besoin de s'affranchir et de se prendre en charge. Une fois dans l'espace d'accueil, ces migrants s'adonnent à diverses activités. À Bonoufla, les néomigrants pratiquent le commerce, la mécanique, l'élevage et d'autres types de petits métiers qui facilitent leur intégration. Ces entrepreneurs de la ruralité, comme les qualifie Montaz (2020, p. 4) estime que les principales activités pratiquées par ces migrants tournent autour du commerce (salon de coiffure, boutique de téléphonie, atelier de mécanique, etc.). Cela confirme ce qui s'observe à Bonoufla où le commerce est leur principale activité. L'étude met aussi en avant la contribution des communautés dans l'intégration des migrants dans l'économie locale. Plusieurs néomigrants ont pu bénéficier du soutien communautaire pour faciliter leur intégration. C'est aussi une des conclusions de l'OCDE (2016, p. 59), qui a mené une étude similaire sur l'intégration des réfugiés, estimant que les communautés locales jouent un rôle vital dans l'accueil des réfugiés et l'accélération de leur intégration. Granovetter (1973, p.1370) avait fait observer l'importance des réseaux dans l'accès à l'emploi. Il estimait que pour les migrants, ces réseaux familiaux, communautaires ou professionnels jouent un rôle déterminant dans l'intégration économique comme cela est observé à Bonoufla. Cette même conclusion a été confirmée par Portes (1997, p. 13) qui a estimé que la capacité des réseaux transnationaux à fournir information, entraide et financement dans les pays d'accueil. En dépit de ce soutien, relativement à la perception de leur intégration, le bilan reste mitigé car plusieurs estiment être loin des objectifs initiaux.

Conclusion

La problématique de la saturation foncière qui sévit dans plusieurs localités limite l'accès des nouveaux migrants à la terre en vue de la pratique des activités agricoles. Dans ce contexte d'amenuisement desdites ressources, ceux-ci empruntent divers itinéraires professionnels en vue de faciliter leur intégration dans l'économie locale. C'est ce qui s'observe à Bonoufla où les nouveaux migrants empruntent plusieurs cheminements, en l'occurrence la pratique des activités commerciales (salon de coiffure, boutique de téléphonie, atelier de mécanique, magasin, etc.), agricoles pour s'insérer dans l'économie locale de Bonoufla. Leur intégration bénéficie à bien d'égards pour certains de soutiens familiaux ou communautaires. Contrairement à d'autres dont les prêts ou financement sur fond propre constituent les principaux canaux pour l'atteinte des objectifs. Ils sont ainsi des acteurs qui impactent significativement l'économie locale à travers des empreintes spatiales très perceptibles de leurs activités dans la localité de Bonoufla. Bien que les résultats obtenus soient intéressants, ils butent cependant sur l'incapacité de généralisation inférentielle causée par un déficit d'une base de sondage fiable à l'élaboration d'un échantillon exhaustif. D'autres études postérieures pourront combler ce gap en mettant aussi en exergue les effets de cette intégration qui n'est pas exempt de conflit.

Références bibliographiques

- Alain, D-L & Le Roy E., (2012). *La situation foncière en Afrique à l'horizon 2050*. AFD.
- Antoine, P., & Sow, O. (2000). Rapports de genre et dynamiques migratoires : le cas de l'Afrique de l'Ouest. In M. Bozon & T. Locoh (Eds.), *Rapports de genre et questions de population II : Genre, population et développement*, INED, pp. 143-160.
- Brou, K. & Charbit, Y. (1994). La politique migratoire de la Côte-d'Ivoire. *Revue européenne des migrations internationales* », 10(3), <https://doi.org/10.3406/remi.1994.1425>, 33-59.

- FAO (2001). *Systèmes d'exploitation agricole et pauvreté : améliorer les moyens d'existence des agriculteurs dans un monde changeant*, FAO.
- Gahoudis B-A. (2020). Migrations et gestion du foncier rural dans le concept de l'ivoirité en Côte d'Ivoire, Paperback, <https://www.amazon.com/Migrations-gestion-foncier-ivoirit%C3%A9-d%C2%B4Ivoire/dp/3736971435> (consulté le 08/10/2025).
- Granovetter, M. (1973). The strength of weak ties. *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360–1380
- Léonard, E. & Ibo J. (1994). Appropriation et gestion de la rente forestière en Côte-d'Ivoire. *Politique Africaine*, (53), 25-36.
- Montaz, L. (2020). Retour au village - Jeunesse et pouvoirs en Côte d'Ivoire, *Karthala*.
- N'Guessan, K. G, Oura K., R., & Loba A.D.F.V (2018). Crise politique, pression foncière et sécurité alimentaire dans les périphéries de la forêt classée du mont Peko, *Tropicultura* [En ligne], Volume 36, Numéro 2, <https://popups.uliege.be/2295-8010/index.php?id=870>, pp 356-368.
- OCDE (2016). *Les clés de l'intégration : Les réfugiés et autres groupes nécessitant une protection : Les réfugiés et autres groupes nécessitant une protection*, OECD Publishing.
- Otcha-kpa, B. (1995), Le principe : "la Terre appartient à celui qui la met en valeur" : l'envers socio-politique de la problématique foncière de l'État ivoirien : 1963-1993, <https://theses.fr/1995PA010264> (consulté le 7/10/2025).
- Portes, A. (1995). *The Economic Sociology of Immigration: Essays on Networks, Ethnicity, and Entrepreneurship*, Russell Sage Foundation.
- Souley Moussa K. & Aboubacar S., (2021). Apports socio-économiques de la migration des jeunes du plateau de la commune rurale d'Allakaye (département de Bouza) au développement local, *Akofena*, 3(1), 145-162.